

Serge Cimino

Candidat président

Le journalisme et Serge Cimino? Une vocation née très tôt, par goût de l'écriture. Puis la participation à la création d'une radio locale fin 1981, à Caen, l'école de journalisme à Bordeaux, les stages, piges, CDD... Des expériences dans le privé et en presse écrite. Mais pour l'essentiel à France 3, en régions, et à Paris aujourd'hui, à la rédaction nationale, au service politique intérieure. Très tôt aussi, il y a le SNJ: « *En arrivant à France 3 Ile-de-France en 1990, j'étais sympathisant. Je n'ai adhéré qu'en 2003, à la rédaction nationale. La section n'avait plus d'existence, le DS avait lâché prise suite à un conflit social qui avait mal fini. J'adhère, suis nommé DS, et c'était parti!* »

« Le sens du collectif pour défendre éthique, droit et déontologie »

Depuis, le journaliste Serge Cimino ne peut plus se passer du militant SNJ Serge Cimino! « *À un moment, j'ai voulu faire une pause dans l'engagement. Mes proches m'ont dit que sans ce militantisme, il me manquerait quelque chose, parce que c'était constitutif de ma vision du métier et de mon rapport aux autres. C'est effectivement ça! Le sens du collectif, pour défendre l'éthique, la déontologie et les droits des salariés.* »

Journaliste militant donc, au plus près de la réalité de la profession. Serge y ajoute une bonne dose... de culot! En 2015, il est le premier candidat à déposer officiellement sa candidature à



Photo G. Codina

la présidence de France Télévisions: « *Une période assez cocasse et très enthousiasmante. J'étais candidat au nom du SNJ FTV, à la tête d'un collectif. Le SNJ, lors d'un congrès, a officiellement soutenu cette candidature. Certaines de nos idées ont pu passer dans la presse. C'était l'objectif! Après, le cocasse c'est quand certains, à la direction, se sont mis à trembler qu'un gueux puisse devenir leur président!* »

Raoul ADVOCAT

Nina Desesquelle

Elle montre la voix à RFI



Collection SNJ

Fille de fonctionnaires soviétiques en poste à Damas, où elle est née, ou à Alger, où elle découvre les émissions de la radio française que ses parents écoutaient « *pour la musique* », elle devient professeur de français à Moscou. Mais continue à écouter RFI « *sur un transistor installé sur le rebord de [sa] fenêtre* ». Son destin

bascule comme celui de l'URSS en 1991. Lors du coup d'État manqué des conservateurs, elle est dans la foule qui manifeste devant l'immeuble du KGB lorsqu'elle est interrogée par un reporter de RFI. Elle devient fixeuse pour les journalistes français de radio et de télé, et épouse le beau journaliste.

À Paris, elle intègre la section russe de RFI, sur les dossiers culturels puis scientifiques. Syndiquée au SNJ, Nina est happée par le

vide créé par le départ d'un délégué SNJ de RFI à... Moscou. La maladie des uns, les démissions des autres la propulsent déléguée syndicale à la radio internationale. Une négociation sur les droits d'auteur et une dénonciation par la direction de l'avenant audiovisuel à la CCNTJ plus tard, c'est la tentative de fusion forcée entre RFI et France 24, deux plans sociaux en trois ans, puis la négociation d'un accord d'entreprise et d'une charte éthique à l'AEF...

Deux plans sociaux en trois ans

Nina est là, craignant de « *ne pas être légitime pour défendre les principes professionnels élaborés par de nombreuses générations de journalistes* », prenant conseil auprès des anciens, mais toujours en première ligne, où elle redoute la terminologie des négociations car « *on ne parle pas spontanément le français juridique* ». Et fidèle à l'adolescente qui écoutait les journalistes français en cachette.

P. G.